

## CONJONCTURE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2017

(20 juillet 2017)

### I. APPRECIATIONS GENERALES

Les données disponibles à fin juin 2017 confortent la reprise de la croissance du PIB grâce, notamment, à l'amorce d'un redressement prometteur de l'activité touristique et agricole en Tunisie.

A l'inverse de ce début d'embellie, l'investissement tarde à retrouver le trend ascendant attendu dans le cadre du nouveau plan de développement. Le chômage demeure élevé ; il continue à toucher près du tiers des diplômés du supérieur. La pression sur les prix demeure vive, malgré la politique active de subvention des prix des produits essentiels. Enfin d'importantes tensions sont relevées au niveau des équilibres financiers, aussi bien intérieurs qu'extérieurs, entraînant une dépréciation du dinar vis-à-vis de la plupart des devises étrangères et un alourdissement de la dette publique tunisienne.

### II. APPRECIATION DES DIFFERENTS INDICATEURS

#### 1. Production et investissement

##### **Confirmation de la reprise de croissance du PIB**

La reprise du PIB se confirme au vu de la dernière enquête réalisée par l'Institut National de La Statistique. En comparant la valeur ajoutée des différentes branches économiques du premier trimestre de 2017 par rapport à celle de la même période de 2016, il est relevé un redressement de l'activité de l'agriculture et de la pêche (+4.9 pourcent), du tourisme (+ 8.6 pourcent), des transports et télécommunications (+ 3.3 pourcent) et des services financiers (+7.5 pourcent).

De la sorte et malgré le fléchissement de la valeur ajoutée des industries manufacturière (- 1.1 pourcent au cours du premier trimestre de 2017), le glissement annuel du PIB sur la base des trois premiers mois est de 2.1 pourcent, contre 0.7 pourcent une année auparavant.

<b>Glissement annuel (%)</b>	<b>1<sup>er</sup> trimestre 2015</b>	<b>1<sup>er</sup> trimestre 2016</b>	<b>1<sup>er</sup> trimestre 2017</b>
Agriculture et pêche	+ 13.0	-7.9	+ 4.9
Industries manufacturières	+ 3.0	+ 1.0	-1.1
Autres industries	-6.2	+ 0.1	+ 0.2
Services marchands	+ 0.7	+ 1.2	+ 3.4
Services non marchands	+ 3.9	+ 2.8	+ 0.6
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>+ 2.1</b>	<b>+ 0.7</b>	<b>+ 2.1</b>

Concernant le reste de l'année, les signaux à ce stade paraissent assez encourageants avec notamment :

- ▮ Le maintien d'un rythme relativement élevé au niveau des importations des produits intermédiaires, soit plus 4 pourcent en euros à fin juin 2017, permettant d'escompter une consolidation de la dynamique de production pour les prochains mois,
- ▮ L'augmentation du trafic passager de Tunis air (+ 26 pourcent en juin 2017) et du nombre de nuitées dans les hôtels (+ 31 pourcent en avril 2017), et la levée des mesures restrictives prises par la plupart des agences internationales de voyage pour la destination Tunisie,
- ▮ La confirmation des prémices d'une bonne saison agricole, en relation avec le niveau de la pluviométrie et des superficies céréalières emblavées.
- ▮ Le bon comportement du rythme de recouvrement de la TVA avec une progression de 14.2 pourcent au cours des quatre premiers mois de l'année de 2017 contre 5.9 pourcent au cours de même période de l'année précédente.

De la sorte, une croissance du PIB autour d'une fourchette de 2.3 à 2.5 pourcent paraît à ce stade vraisemblable pour l'ensemble de l'année 2017 contre une croissance aux alentours de 1 pourcent en moyenne en 2015 et 2016.

A titre d'éclairage, la croissance marocaine a connu également une importante amélioration avec un glissement annuel de 3.8 pourcent<sup>1</sup> au terme du premier trimestre 2017 contre 1.6 pourcent une année auparavant et la croissance de l'Union Européenne reste solide avec une hausse de 1.9 pourcent sur les trois premiers mois de 2017<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Selon le Haut-Commissariat du Plan marocain

<sup>2</sup> Selon l'Office européen des statistiques

### Augmentation modérée des investissements

Les données demeurent, à ce niveau, mitigées. La forte tendance baissière des dernières années paraît enrayée. Mais le niveau global d'investissement reste faible malgré la relance des investissements publics notamment dans l'infrastructure et les équipements collectifs : les crédits ouverts au titre des dépenses du budget de capital de l'Etat doublent pratiquement en deux ans passant de 770 MDT pour les 4 mois de 2015 à 1511 MDT pour les 4 mois de 2017<sup>3</sup>.

Cette appréciation s'appuie essentiellement sur les deux indications suivantes :

1. Augmentation de l'ordre de 5 pourcent, des importations de biens d'équipements aux prix courants<sup>4</sup> ; ce qui correspond à une baisse de près de 8 pourcent pour l'évaluation en euros ;
2. Faible progression, de l'ordre de 3.3 pourcent, de l'investissement direct étranger<sup>5</sup>, ce qui signifie une baisse de près de 10 pourcent pour les flux en euros, localisée essentiellement au niveau des investissements étrangers dans l'énergie en relation avec les graves problèmes sociaux qui ont entravé fortement l'exploitation des gisements pétroliers dans le sud tunisien.

IDE en MDT	5 mois 2015	5 mois 2016	5 mois 2017
Energie	410.1	425.0	415.0
Industrie	277.2	280.0	313.1
Services	116.2	68.2	72.0
Agriculture	2.0	3.6	2.5
<b>Total</b>	<b>805.2</b>	<b>776.8</b>	<b>802.7</b>

Ceci dit, un redressement de l'investissement demeure possible pour le reste de l'année au regard des intentions d'investissement du secteur privé. Les déclarations faites auprès de l'Agence de Promotion de l'Industrie au cours des cinq premiers mois de 2017 reflètent, par rapport à la même période de l'année 2016, une tendance à la hausse des investissements projetées aussi bien dans l'industrie manufacturière (+ 24.2 pourcent) que dans les services (+ 62.5 pourcent) localisée essentiellement au niveau des entreprises partiellement exportatrices

<sup>3</sup> Résultat provisoire de l'exécution du budget de l'Etat à fin avril 2017(ministère finances Tunisie)

<sup>4</sup> Institut national de la statistique : importations par groupement d'activité juin 2017

<sup>5</sup> Invest in Tunisia : Bilan de l'investissement étranger durant les cinq premiers mois de 2017

Investissement en MDT	5 mois 2016	5 mois 2017	Augmentation
Industrie manufacturière	1431.7	1777.7	+24.2%
-dont régime exportateur	489.1	364.4	- 25.5%
Services	611.4	993.8	+62.5%
-dont régime exportateur	25.1	22.5	-10.4%

Cette appréciation doit être toutefois nuancée. Car, autant le montant global des intentions d'investissement est un signal encourageant, sa répartition par régime et surtout par nationalité est une source d'interpellation. La baisse des intentions d'investissement pour les projets totalement exportateurs se trouve, d'ailleurs du moins pour l'industrie manufacturière, fortement corollée avec la baisse des déclarations pour les investissements à participation étrangère<sup>6</sup>.

Investissement industriel en MDT	5 mois 2016	5 mois 2017	Evolution
Investissement mixte	243.0	231.4	- 4.8%
Totalement étranger	218.8	154.7	-29.3%
<b>Total investissements à participation étrangère</b>	<b>461.8</b>	<b>386.1</b>	<b>-16.4%</b>

La répartition régionale des intentions d'investissements demeure, de son côté, préoccupante. Les efforts déployés pour infléchir la tendance en faveur des gouvernorats de l'Ouest semblent être fortement entravés par différents blocages dont, probablement, la détérioration du climat social telle que présentée plus loin.

Les investissements industriels déclarés baissent de 4.5 pourcent au cours des cinq premiers mois de 2017 pour les régions de l'Ouest ; leur part dans le total des déclarations se limite à 22.5 pourcent. Les investissements déclarés dans les services, quoiqu'en augmentation de 18.7 pourcent pour les régions de l'Ouest, demeurent faibles : moins du septième du total des déclarations dans les services pour les cinq premiers mois de 2017.

Intentions gouvernorats Ouest en MDT	5 mois de 2016	5 mois de 2017	Evolution
Industrie manufacturière	419.2 (29.3%)	400.5 (22.5%)	- 4.5%
Services	112.4 (18.4%)	133.4 (13.4%)	+ 18.7%
Total	531.6 (26.0%)	533.9 (19.3%)	+0.4%

<sup>6</sup> Portail de l'industrie tunisienne : Tableau de bord de l'industrie tunisienne

De telles évolutions, non conformes aux priorités du pays, méritent d'être approfondies pour en déterminer les causes et agir pour y remédier.

Incontestablement, outre la situation sociale, il y a une détérioration générale de la compétitivité de l'économie et du climat des affaires.

Cela se reflète au niveau du positionnement de la Tunisie établi par la Banque Mondiale et le forum économique mondial de Davos, qui n'a cessé depuis 2011 de se dégrader, entraînant dans son sillage une réduction des opportunités d'investissement, perçue différemment selon la nature des activités et les niveaux d'équipement des régions., d'où l'urgence d'accélérer la mise en œuvre des différentes réformes et de restructuration arrêtée dans le cadre du nouveau plan de développement.

<b>Classement de la Tunisie</b>	<b>2010</b>	<b>2015-2016</b>	<b>2016-2017</b>
Compétitivité générale	32e	92e	95e
Climat des affaires	69e	75e	77e
Indice compétitivité logistique	61e	110e	110e

## 2. Emploi et Inflation

### Maintien du chômage à un niveau élevé

La dernière enquête de l'Institut National de la Statistique révèle la création de 36800 emplois entre le premier trimestre de 2016 et le premier trimestre de 2017 ; ce qui correspond à quelques 18000 emplois pour chaque point de croissance du PIB.

La répartition de la population occupée par secteur fait ressortir que près de 60 pourcent des créations sur douze mois se situent au niveau du secteur des services

<b>Total pour le premier trimestre en 1000</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Augmentation</b>
Agriculture et pêche	517.8	518.7	0.9
Industrie manufacturière	627.9	632.0	4.1
Industrie non manufacturière	494.1	508.8	14.7
Services marchands	1104.2	1125.2	21.0

Services non marchands	661.8	662.2	0.4
Autre population non déclarée	8.9	4.6	- 4.3
<b>Population occupée</b>	<b>3414.7</b>	<b>3451.5</b>	<b>36.8</b>

La répartition par genre fait ressortir que près de 60 pourcent des créations concernent le genre masculin (20900 créations). Il en résulte, en comparant la population en chômage sur douze mois, la quasi-stabilisation des chômeurs de sexe masculin aux alentours de 360 mille alors que la population féminine en chômage continue à augmenter ; celle-ci passe de 262600 au terme du premier trimestre de 2016 à 266300 douze mois après

Taux de chômage 1 <sup>er</sup> trimestre	2015	2016	2017	Ecart 2017/2016
<b>Genre masculin</b>				
-taux chômage global	12.5	12.5	12.4	- 0.1 point
-taux chômage diplômés	20.8	20.3	19.2	- 1.1 point
<b>Genre féminin</b>				
-taux chômage global	21.1	22.8	22.7	- 0.1 point
-taux chômage diplômés	39.0	39.8	41.0	+ 1.2 point
<b>Total population</b>				
-taux chômage global	15.0	15.4	15.3	- 0.1 point
-taux chômage diplômés	30.0	31.0	31.2	+ 0.2 point

#### Maintien de l'inflation à un niveau élevé

Le taux d'inflation se stabilise depuis mars à 4.8 pourcent<sup>7</sup> en termes de glissement annuel. Les produits libres augmentent de 5.8 pourcent entre juin 2016 et juin 2017 et les prix des produits administrés de près de 2.9 pourcent ;

La hausse des prix à la consommation est particulièrement vive au niveau de l'habillement et des chaussures (+9.3 pourcent), des transports (+ 6.1 pourcent), de la restauration et de

<sup>7</sup> Selon l'Institut National de la Statistique

l'hôtellerie (+ 6.5 pourcent). En revanche l'alimentation, qui représente 28 pourcent environ du budget moyen de la famille tunisienne, enregistre une hausse des prix de 3.9 pourcent, grâce notamment à l'importante intervention de la caisse générale de compensation. La dotation prévue, à ce titre, dans le cadre de la loi des finances de l'année 2017 porte sur un montant global de 1600 MDT, ce qui correspond à 2.3 pourcent du total de la consommation privée pour la même année.

<b>Glissement sur 12 mois</b>	<b>Pondération</b>	<b>Jun2016/juin 2015</b>	<b>Jun 2017/juin 2016</b>
Alimentation	28.1	3.7	3.9
Habillement et chaussures	8.4	7.0	9.3
Habitat	17.0	5.6	4.8
Transport	12.1	1.2	6.1
Autres	34.4	3.5	3.9
<b>Indice général des prix</b>	<b>100.0</b>	<b>3.9</b>	<b>4.8</b>

Il est signalé que l'inflation demeure faible dans la plupart des pays partenaires. Le glissement annuel sur la base de juin 2017 est de 1.3 pourcent pour la zone euro et 1.7 pourcent pour les Etats Unis. Il est sur la base du mois d'avril de 1 pourcent pour le Maroc.

#### **Persistence des tensions sociales**

L'observatoire social tunisien<sup>8</sup> fait ressortir une augmentation des protestations à caractère économique et sociale entre mars et mai, localisée essentiellement dans le Centre Ouest et le Sud-Ouest.

Sur près de 500 manifestations collectives enregistrées en mai 2017, on compte une centaine dans les gouvernorats de Kairouan, Kasserine et Sidi Bouzid et 270 dans les gouvernorats de Gafsa, Tozeur, Kébili et Tataouine

<b>Protestations Eco. Sociales</b>	<b>Janvier</b>	<b>Février</b>	<b>Mars</b>	<b>Avril</b>	<b>Mai</b>
Nord-ouest	36	29	38	72	26
Centre ouest	112	97	56	120	93
Sud-ouest	51	26	145	102	270

<sup>8</sup> Etabli par le Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux

<b>Régions Ouest</b>	<b>199</b>	<b>152</b>	<b>239</b>	<b>294</b>	<b>389</b>
Autres régions	101	42	83	100	99
<b>Total</b>	<b>300</b>	<b>194</b>	<b>322</b>	<b>394</b>	<b>498</b>

### 3. Les échanges extérieurs

#### **Augmentation des exportations de biens au taux nominal de 12.7 pourcent**

L'augmentation de l'exportation demeure modérée. Le taux nominal enregistré, soit 12.7 pourcent, correspond pratiquement au taux du glissement du dinar par rapport aux principales devises de paiement. Hors énergie, l'augmentation se limite à 11 pourcent, ce qui correspond à une baisse de 2 pourcent pour l'évaluation en euros.

Les seules satisfactions relevées à fin juin 2017 concernent le comportement des exportations des industries mécaniques et électriques dont les exportations progressent de 16.3 pourcent, soit aux alentours de 3 pourcent en euros, et dans une moindre mesure l'évolution des exportations de produits agricoles et alimentaires qui progressent de 13.9 pourcent, soit près de 1 pourcent en euros.

En revanche, Les exportations des produits d'habillement et de chaussures augmente à un taux (10.1 pourcent) en retrait de 3 points par rapport au glissement du dinar alors que les exportations du secteur des mines, phosphates et dérivés accusent une forte baisse de près de 20 pourcent au moment où le principal concurrent de la Tunisie, le Maroc, consolide encore davantage son positionnement sur le marché extérieur des engrais. A titre d'éclairage l'Office Chérifien des Phosphates a réussi à accroître à fin mai 2017 ses exportations de 7.9 pourcent en glissement annuel <sup>9</sup>pour atteindre un total d'exportation de phosphates et dérivés de 1 700 millions d'euros contre moins de 200 millions d'euros d'exportations pour la Tunisie pour les mêmes produits durant la même période.

#### **Augmentation des importations à un taux dépassant de 4 points celui des exportations**

La moyenne mensuelle d'importation ressort à près de 4 milliards de dinars durant le premier semestre de 2017 contre 3.4 milliards au cours de la période correspondante de

<sup>9</sup> Note de Conjoncture de juin 2017 du ministère marocain de l'économie et des finances



2016. L'augmentation d'un semestre à l'autre est imputable à concurrence de 40 pourcent aux achats de produits intermédiaires, 10 pourcent aux biens d'équipement et 20 pourcent à la facture énergétique.

<b>En MDT</b>	<b>6 mois 2016</b>	<b>6 mois 2017</b>	<b>Augmentation</b>
Matières premières et demi-produits	8 363	9 737	1 374 (41.4%)
Energie	2 053	2 751	698 (21.0%)
Biens équipements	5 710	5 992	282 (8.5%)
<b>Sous total</b>	<b>16 126</b>	<b>18 480</b>	<b>2 354 (71.0%)</b>
Produits alimentation et consommation	4 163	5 127	964 (29.0%)
<b>Total des importations</b>	<b>20 289</b>	<b>23 607</b>	<b>3 318 (100.0%)</b>

#### **Plus de la moitié du déficit commercial continue à être imputable à trois pays**

Compte tenu de l'augmentation différenciée des deux termes de la balance commerciale, le taux de couverture des importations par les exportations accuse au terme de juin 2017 une détérioration de deux points par rapport à juin 2016, entraînant, dans son sillage, une nouvelle aggravation du déficit commercial, de l'ordre de 1.5 milliard de dinars ou 25 pourcent pour atteindre quelques 7.5 milliards de dinars. Le quart de l'augmentation du déficit est imputable à la facture énergétique et le sixième se situe au niveau de la facture alimentation et consommation

Il est relevé, par ailleurs, le prolongement de la tendance de la répartition géographique du commerce extérieur. Le déficit commercial avec l'Union Européenne demeure limité ; il n'en représente que moins de 10 pourcent du déficit commercial. Les échanges commerciaux avec le continent africain continuent à être excédentaires de près de 400 MDT grâce aux résultats positifs enregistrés au niveau des échanges avec la Lybie (+ 380 MDT) et le Maroc (+ 110 MDT).

En revanche, les échanges avec le trio Chine- Turquie – Russie demeurent très déséquilibrés, accusant un déficit totalisant au cours du premier semestre 2017 quelques 3700 MDT, ce qui correspond à près de 50 pourcent du déficit commercial global de la Tunisie. Ce taux monte à plus de 60 pourcent si l'on prend en considération les échanges avec l'Ukraine et Azerbaïdjan qui faisaient partie de l'ancienne république soviétique.

<b>Paramètres 6 mois 2017</b>	<b>Déficit commercial en MDT</b>	<b>Taux couverture des échanges</b>
Union Européenne	714	94.4%
Chine	1 984	1.8%
Turquie	933	12.3%
Russie	775	3.6%
Autres	3 129	54.2%
<b>Total</b>	<b>7 535</b>	<b>68.1%</b>

L'approche suivie avec l'Union Européenne, dans le cadre d'une vision globale, touchant aussi bien le commerce extérieur, les échanges humains que la coopération technique, économique et financière révèle, à travers ces données, sa justesse.

A la veille de la signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne, le déficit commercial avec cet ensemble économique était important. Il représentait 53 pourcent du déficit global. La mise en œuvre de l'accord a permis, grâce notamment à l'installation en Tunisie de près de 3000 entreprises européennes, un important rééquilibrage de la balance commerciale avec l'UE, avec un taux de couverture des importations par les exportations de plus de 94 pourcent en 2017 malgré l'essoufflement de la compétitivité de l'économie tunisienne contre 76 pourcent en 1995<sup>10</sup>.

Une telle approche doit, a priori, être prise en considération au niveau des relations avec les autres pays, en cherchant à mieux exploiter la capacité d'importation pour accroître les investissements directs en provenance de ces pays dans les activités répondant aux priorités de la Tunisie et amplifier le courant d'exportation vers eux.

#### **Aggravation du déficit des opérations courantes de la balance des paiements**

L'augmentation du déficit commercial se répercute sur l'équilibre de la balance des paiements. En se référant aux données fournies par la BCT<sup>11</sup>, le déficit des opérations courantes monte à 3 067 MDT en mars 2016 contre 1700 MDT en mars 2016. Les opérations portant sur les services et les transferts de revenus n'ont réduit que partiellement le déficit

<sup>10</sup> Se référer à l'étude du forum ibn Khaldoun sur le renforcement des relations entre la Tunisie et l'UE insérée dans le site : [www. Forumibnkhaldoun.org](http://www.Forumibnkhaldoun.org) (<http://forumibnkhaldoun.org/publications/etudes-socio-economique/2017/04/04/parteneriat-tunisie-ue/>)

<sup>11</sup> Statistiques Monétaires, Economiques et Financiers : Evolution des principaux flux et soldes des paiements extérieurs

commercial, suivant même une proportion de plus en plus faible : 30 pourcent pour le premier trimestre de 2016 ; 20 pourcent durant le premier trimestre de 2017.

<b>Balance du premier trimestre en MDT</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Augmentation</b>
Marchandises fob	-1945	-3252	+1307
Services	-75	- 86	9
Transferts de revenus	+320	+271	-49
<b>Solde courant de la balance des paiements</b>	<b>-1700</b>	<b>-3067</b>	<b>+1367</b>

Les données relatives pour le second trimestre de 2017 ne permettent pas de s'attendre à un net redressement de la situation de la balance des paiements.

Les recettes touristiques<sup>12</sup> ne reflètent pas la forte relance des entrées des non-résidents. Les flux en devises n'augmentent à fin juin 2017 que de 8.5 pourcent pour la contrepartie en dinars, ce qui ne permet pas de retrouver le niveau en euros de juin 2016.

Les recettes au titre des revenus du travail<sup>13</sup> n'augmentent, de leur côté, que de 3.4 pour cent pour les flux en dinars, ce qui correspond à une baisse de près de 9 pourcent pour les flux en euros.

Le service de la dette extérieure augmente, en revanche, fortement. Les paiements effectués à ce titre montent à 3 475 MDT, dépassant de plus de 1 100 MDT le niveau enregistré une année auparavant.

#### 4. L'équilibre monétaire et financier

##### **Stabilisation du refinancement de la BCT à un niveau élevé**

Le refinancement de la BCT se maintient pratiquement aux alentours de 9 milliards de dinars, après avoir fortement progressé entre janvier et mars 2017. Malgré la quasi-stabilisation des trois derniers mois, la variation annuelle aura été importante, de l'ordre de 3 milliards de dinars, ce qui correspond à près de 3 pourcent de la masse monétaire.

Les variations les plus significatives qui méritent d'être signalées sur ce plan concernent le niveau des billets et monnaies en circulation qui passe à un nouveau palier dépassant 11 milliards de dinars après avoir été, tout au long de l'année précédente, généralement, sous la barre de 10 milliards. L'augmentation annuelle sur la base de juin 2017 est de plus de 15 pourcent soit le double de l'accroissement du PIB (+7.7 pourcent pour les prix courants)

<sup>12</sup> Indicateurs monétaires et financiers quotidiens du 7 juillet 2017

<sup>13</sup> Indicateurs monétaires et financiers quotidiens du 7 juillet 2017

Elles concernent aussi l'augmentation importante des souscriptions de bons du trésor par le système monétaire. L'encours augmente de 21%, soit l'équivalent de 2.2 milliards de dinars en relation avec les besoins croissants du budget de l'Etat

Elles concernent enfin la dépréciation de près de 13 pourcent du dinar tunisien par rapport à l'euro et au dollar pour éponger le différentiel d'inflation entre la Tunisie et les pays partenaires et essayer de rétablir la compétitivité prix du produit tunisien.

### **Persistence des tensions au niveau du budget de l'Etat malgré le bon comportement des recettes fiscales**

Les données relatives aux quatre premiers mois de l'année en cours font ressortir <sup>14</sup>:

- ▮ Un bon comportement des recettes fiscales (+ 16.2 pourcent) consécutif aux mesures nouvelles introduites dans le cadre de la loi des finances.
- ▮ Une progression modérée des recettes propres du budget de l'Etat, limitée à 4.3 pourcent en raison du caractère exceptionnel d'une partie des ressources de l'année 2016.

De la sorte et compte tenu de la progression soutenue des dépenses budgétaires, le déficit budgétaire demeure à un niveau proche de celui atteint en avril 2016, soit près de 1650 MDT, financé dans une proportion de 72 pourcent par des emprunts intérieurs.

### **Aggravation de la dette publique de l'Etat**

La dette publique qui en résulte<sup>15</sup>, s'inscrit dans une tendance haussière. Elle a atteint près de 60 milliards de dinars en avril 2017 contre 49,3 milliards en avril 2016. L'augmentation se localise essentiellement au niveau de la dette extérieure sous l'effet du glissement du dinar par rapport aux devises du service de la dette extérieure.

En MDT	Fin avril 2016	Fin avril 2017
Dette publique intérieure	18 829 (38.2%)	18 323 (30.6%)
Dette publique extérieure	30 469 (61.8%)	41 631(69.4%)
Total de la dette publique	49 298 (100%)	59 954 (100%)

<sup>14</sup> Portail ministère des finances Tunisie

<sup>15</sup> Portail ministère des finances

### III. CONCLUSIONS

Dans l'ensemble, la situation générale de l'économie tunisienne demeure difficile. Les signaux positifs demeurent encore partiels et limités. La perception générale demeure dominée par la persistance du chômage et de l'inflation et par le malaise social, particulièrement accentué dans les gouvernorats de l'Ouest.

Le démarrage des grands projets infrastructurels du nouveau plan de développement et la mise en œuvre rapide des différentes réformes structurelles annoncées par le gouvernement devraient corriger de façon significative cette perception et faire retrouver à l'économie nationale le nouveau souffle dont elle a impérativement besoin.

Toutefois, compte tenu des délais requis pour mobiliser les financements requis et dégager les consensus entre les différents acteurs économiques, un programme intérimaire à court terme gagnerait à être mis en œuvre rapidement pour amorcer une amélioration de la compétitivité de l'économie tunisienne et une relance de l'investissement dans les zones de développement régional.

Un tel programme s'articulerait autour de quatre axes :

- (1) Réduction du coût de la logistique de transport à travers l'extension du port de Rades en portant le tirant d'eau de 9,5 mètres à 11 mètres et en construisant un nouveau quai totalement dédié au transport par conteneur concomitamment à la réalisation de la zone logistique de Rades. Un tel programme<sup>16</sup> d'un coût de 500 millions de dinars permettrait d'accueillir des bateaux d'une capacité plus grande et, partant, de réduire les coûts du fret et les délais de chargement et de déchargement
- (2) Réalisation de zones économiques franches tout au long de la frontière avec l'Algérie et la Libye dans le cadre d'appels d'offres internationaux pour leur réalisation, leur financement et éventuellement leur gestion ; la première zone devant être celle de Ben GUERDENE.
- (3) Réalisation de l'engagement d'investissement<sup>17</sup>, pris en novembre 2016 par une vingtaine d'hommes d'affaires, totalisant 1500 millions de dinars et créant 50 000 emplois dans les zones de développement régional.
- (4) Résorption des goulots entravant la satisfaction rapide des besoins immédiats de recrutement du secteur privé, évalués selon la dernière enquête de l'Institut Arabe des Chefs d'entreprises<sup>18</sup> à 145 000 dont près de 30 000 de diplômés du supérieur

---

<sup>16</sup> Se référer au livre blanc relatif au secteur des transports et du logistique réalisé par la Banque Mondiale en mai 2016

<sup>17</sup> Engagement pris devant le président de la République au cours d'une réunion tenue au palais de Carthage le 25 novembre 2016

Forum IBN KHALDOUN le 20 juillet 2017

**Mots Clés**

Conjoncture, PIB, investissement, emploi, inflation, balance commerciale, balance des paiements extérieurs, budget de l'Etat, refinancement BCT , dette publique tunisienne

---

<sup>18</sup> Se référer pour plus de détail au Rapport national sur l'emploi de l'IACE dans la rubrique « lu pour vous » du site forum Ibn Khaldoun